

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 9 mars 2026

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

English summary

Nigeria

- Nigeria's commercial balance (goods) reaches USD 18.2bn in 2025;
- Impact of oil-price shock on Nigeria;
- Launch of the National Single Window, for imports and exports;
- Nigeria unveils "Sustainable Power and Irrigation for Nigeria" Initiative: USD 500m for irrigation and energy;
- MSC Group secures 45-year concession for Snake Island Port Terminal with Nigerdock;
- Nigeria has approved the implementation of a new digital postal code system.

Ghana

- Ghana signs its 8th debt restructuring agreement with Belgium;
- Immediate ban on land transit of some food, textiles, and pharmaceuticals;
- Government rejects EUR 648m in public payables;
- Implementation of an initial floor payment of 70% for public land leases.

LE CHIFFRE À RETENIR

1,3 Md USD

C'est le montant de l'ensemble des projets financés
par les bailleurs internationaux pour le
développement du réseau électrique nigérian.

Nigeria :

L'excédent commercial du Nigeria se renforce en 2025 (18,2 Md USD) ; Choc pétrolier : quelles conséquences pour le Nigeria ? ; Lancement du guichet unique pour les importateurs et exportateurs ; Lancement officiel de « Sustainable Power and Irrigation for Nigeria », 500 M USD pour l'irrigation et l'énergie ; MSC obtient une concession de 45 ans pour le terminal portuaire de Snake Island avec Nigerdock ; Le Nigeria a approuvé la mise en œuvre d'un nouveau système de codes postaux numériques.

Ghana :

Le Ghana signe le 8^{ème} accord bilatéral de restructuration de sa dette avec la Belgique ; Interdiction immédiate du transit terrestre de produits agroalimentaires, textiles et pharmaceutiques ; Le gouvernement rejette 648 M EUR de créances irrégulières ; Mise en place d'un paiement plancher initial de 70% pour les baux de terres publiques.

L'excédent commercial du Nigeria se renforce en 2025 (18,2 Md USD)

[Le Bureau national des statistiques \(NBS\) du Nigeria a publié son rapport sur le commerce extérieur en biens du Nigeria pour le quatrième trimestre 2025.](#)

Le Nigeria enregistre un excédent commercial de 17 800 Md NGN en 2025 (85 100 Md NGN d'exportations pour 67 300 Md NGN d'importations), en amélioration après 16 900 Md NGN en 2024. [Selon les chiffres de la Banque centrale du Nigeria \(CBN\)](#), exprimés en USD, l'excédent en biens est de 18,2 Md USD (58,8 Md USD d'exportations pour 40,6 Md USD d'importations), après 13,2 MD USD en 2024. Il s'agit ainsi du plus important excédent commercial en biens dégagé par le Nigeria depuis 2018 en USD et le plus important depuis 2008 en pourcentage de PIB (6,4% du PIB).

Le commerce mondial en 2025 a été marqué par la politique américaine de droits de douanes et l'incertitude géopolitique, contractant ainsi les échanges. Le cours du baril de brut nigérian a été en parallèle à un niveau moyen faible (71 USD, après 82 USD en 2024, 85 USD en 2023 et 105 USD en 2022).

Cette performance est ainsi d'autant plus remarquable, et s'explique en partie par le gain en compétitivité prix des exportations nigérianes provoqué par la dépréciation significative du naira en 2023 et 2024.

Une seconde raison est la croissance du secteur pétrolier en 2025 (+8,5% alors que la production de brut a crû de +6% selon l'OPEP), liée notamment à l'activité de la raffinerie Dangote, qui a contribué à transformer les échanges du pays. La CBN annonçait notamment dans son rapport sur la balance des paiements du troisième trimestre que le Nigeria était devenu un exportateur net de carburant.

Les importations nigérianes de produits pétroliers raffinés se sont ainsi contractées de -29% en 2025 (de 37% de l'ensemble des importations nigérianes à 24%), tandis que les exportations d'hydrocarbures hors brut (incluant donc produits raffinés et gaz naturel) ont crû de +94% (de 17% à 30% de l'ensemble des exportations du pays). Les exportations de pétrole brut se sont contractées de -14%, désormais captées par la demande domestique (part réduite de 71% en 2024 à 56% en 2025), mais à associer également avec la réduction du cours du baril.

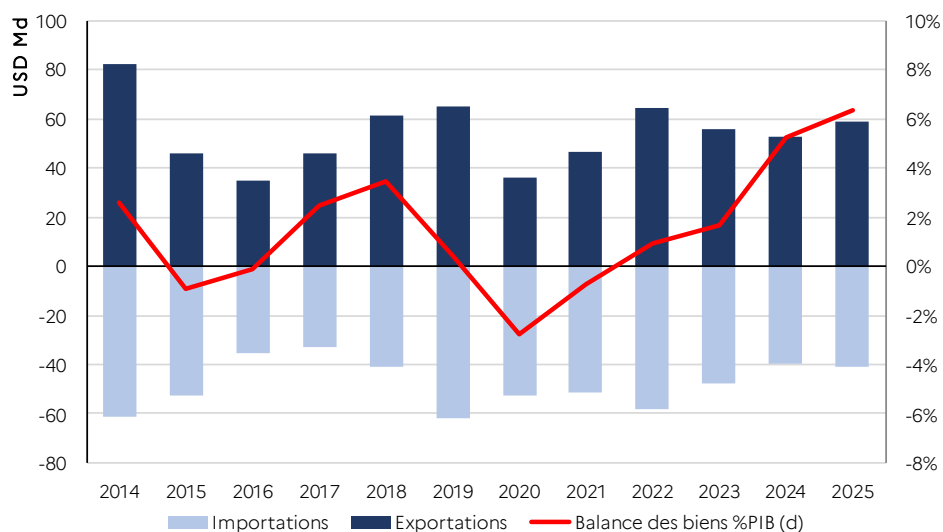
Les exportations non pétrolières ont en parallèle augmenté de +36% (part des exportations passant de 12% à 15%), témoignant de la légère diversification des exportations nigérianes, portée en particulier par les secteurs agricole, minier, et des matières premières.

Le France se classe 6^{ème} partenaire commercial du Nigeria en 2025, comme les années précédentes, en termes d'échanges totaux. La

Chine, l'Inde et les États-Unis restent les premiers partenaires commerciaux du pays.

Selon [le dernier rapport annuel sur le commerce extérieur de la France](#), les échanges entre la France et le Nigeria ont légèrement diminué en 2025, affectés par la baisse de la demande nigériane en carburant et la baisse des exportations de brut. Les importations françaises de biens en provenance du Nigeria se sont élevées à 4,2 Md EUR en 2025 (-5% par rapport à 2024) tandis que les exportations françaises de biens ont représenté 0,5 Md EUR (-12% par rapport à 2024).

Évolution de la balance commerciale en biens du Nigeria (USD)



Source : Central Bank of Nigeria CBN

Clef de lecture : Les importations nigérianes en 2025 se sont élevées à 40,6 Md USD (histogramme bleu clair), les exportations à 58,8 Md USD (histogramme bleu foncé), dégageant un excédent commercial de 6,4% du PIB (courbe rouge).

Choc pétrolier : quelles conséquences pour le Nigeria ?

Le Nigeria est particulièrement exposé aux cours pétroliers et gaziers, les hydrocarbures représentant 85% de ses exportations et 33% de ses importations de biens.

Le Nigeria pourrait d'un côté tirer parti de la flambée des prix consécutive au conflit en cours au Moyen-Orient. Le [baril de brut nigérian est passé de 77,3 USD à 103,8 USD entre le 27 février et le 9 mars](#), soit une augmentation de +34%. L'Etat peut s'attendre à une réduction du déficit budgétaire, la proposition de budget pour l'année 2026 misant sur un baril à 68 USD sur l'année, et [20 200 Md NGN de revenus pétroliers \(57% des recettes fiscales\)](#).

D'un autre côté, l'augmentation du cours du baril pourrait menacer la pérennité de la trajectoire désinflationniste du pays, avec des

conséquences majeures sur le pouvoir d'achat des Nigériens déjà très affecté par la dépréciation de la monnaie en 2023 et 2024 (-73%) et la forte inflation qui en a résulté.

L'impact sur la monnaie reste incertain. Le dollar, valeur refuge, s'est renforcé, provoquant la légère dépréciation du naira (-3% entre le 27 février et le 9 mars). Un marqueur de la sensibilité des équilibres externes nigériens au contexte géopolitique international. Le renchérissement des exportations pétrolières du pays devrait correspondre néanmoins à davantage d'entrées de devises pour soutenir le naira

Enfin, la capacité d'absorption des chocs de la raffinerie Dangote qui a très largement localisé l'approvisionnement en carburant du pays, reste à mesurer. Elle n'a pas à ce stade limité l'augmentation des prix à la pompe, qui ont déjà dépassé le seuil des 1 200 NGN pour le litre de PMS (*Premium Motor Spirit*), le niveau le plus haut enregistré à la suite du retrait des subventions au carburant.

Lancement du guichet unique pour les importateurs et les exportateurs

[Le Nigeria prévoit de lancer le 27 mars sa plateforme « National Single Window » \(NSW\), un système numérique conçu pour centraliser et simplifier les procédures commerciales du pays.](#)

Cette initiative, annoncée pour la première fois il y a près de deux ans par le président Bola Ahmed Tinubu, s'inscrit dans le cadre d'une réforme plus large visant à numériser les processus commerciaux, à rationaliser les opérations et à réduire les retards, les pertes de recettes et la corruption liés aux procédures administratives fastidieuses. Cette réforme intervient alors que les procédures commerciales du Nigeria restent largement basées sur le papier. Une fois pleinement mise en œuvre, [cette plateforme numérique](#) pourrait accélérer considérablement le dédouanement.

Lancement officiel de « Sustainable Power and Irrigation for Nigeria », 500 M USD pour l'irrigation et l'énergie

[Le ministre nigérian des Ressources en eau et de l'Assainissement, Joseph Terlumun Utsev, a officiellement lancé le 10 mars le projet « Sustainable Power and Irrigation for Nigeria » \(SPIN, Énergie durable et irrigation pour le Nigeria\).](#) Initié en mars 2025, ce projet, financé par la Banque mondiale à hauteur de 500 M USD, vise à développer l'irrigation, améliorer la sécurité des barrages et stimuler la production d'énergie durable.

Une partie du financement devrait être utilisée pour réhabiliter environ 40 000 hectares de terres irriguées et améliorer les infrastructures hydrauliques et la gestion des ressources en eau. Cet

investissement s'inscrit dans l'objectif du gouvernement d'étendre les terres irriguées à 500 000 hectares d'ici 2030, contre 331 000 hectares en 2023 selon la FAO.

MSC obtient une concession de 45 ans pour le terminal portuaire de Snake Island avec Nigerdock

[Le groupe MSC a signé un accord de concession de 45 ans avec Nigerdock \(entreprise nigériane\) pour développer un terminal à conteneurs au sein du port de Snake Island \(SIP\) à Lagos.](#) MSC a également finalisé un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC) avec ITB Nigeria Ltd. et DEME Group pour le développer. Les investissements du groupe au Nigeria s'élèvent à plus d'1 Md USD, incluant ce projet.

Le terminal comprendra un quai de 910 mètres pouvant accueillir des grues Ship to Shore (STS) et des grues mobiles portuaires (MHC) pouvant desservir à la fois les navires hauturiers et les barges.

Le Nigeria a approuvé la mise en œuvre d'un nouveau système de codes postaux numériques

[Dans le cadre du plan stratégique du ministère des Communications, de l'Innovation et de l'Économie numérique, le Conseil exécutif fédéral a approuvé la mise en œuvre d'un système de code postal numérique alphanumérique basé sur la géolocalisation.](#) Cette initiative devrait améliorer la précision des adresses dans l'ensemble du pays et ainsi permettre un traitement du courrier et des colis plus rapide et plus fiable. Les détails de mise en œuvre seront communiqués ultérieurement.

Ghana

Le Ghana signe un 8^{ème} accord bilatéral de restructuration de dette avec la Belgique

[Le gouvernement a signé le 5 mars 2026 un accord bilatéral de restructuration de sa dette avec la Belgique,](#) le huitième depuis le lancement du processus de renégociation avec ses créanciers officiels.

Cette avancée du programme de restructuration de la dette extérieur s'inscrit dans un contexte de stabilisation macroéconomique et budgétaire déjà bien entamée ; l'inflation, qui culminait au-delà de 50% en 2023, est retombée à 3,3% en février 2026 en glissement annuel, le cedi ghanéen montre des signes de stabilisation et d'après la 5^{ème} revue du FMI, le ratio d'endettement du Ghana est passé de 79,1% du PIB en 2023 à 56,6% du PIB fin 2025.

Ces accords de restructuration de la dette extérieure réduisent le service de la dette à court terme, redonnant ainsi des marges de manœuvre budgétaire au gouvernement pour financer ses dépenses prioritaires.

Interdiction immédiate du transit terrestre de produits agroalimentaires, textiles et pharmaceutiques

[Le ministre des Finances Ato Forson a ordonné à l'Autorité fiscale du Ghana \(GRA\) de mettre en œuvre une série de mesures visant à l'interdiction immédiate du transit terrestre de certaines marchandises](#), qui devront dorénavant être acheminées exclusivement par les ports maritimes du Ghana et ne seront plus autorisées à entrer dans le pays par voie terrestre, ni à y transiter.

Les produits concernés par la directive sont l'huile de cuisson, le riz, le sucre, les produits surgelés, les textiles, la farine, les tomates en conserve, les pâtes et les produits pharmaceutiques. Le ministre a également ordonné la recentralisation du Bureau des services techniques des douanes (CTSB) afin de créer un guichet unique pour l'évaluation et d'améliorer le partage de renseignements au sein de la Division des douanes.

Cette directive, qui fait suite à une réunion entre le ministre des Finances et la direction de la Division des douanes de la GRA, s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour renforcer les contrôles aux frontières et lutter contre les pertes de recettes récurrentes liées au transit de ces marchandises par voie terrestre, plus difficile à contrôler.

Dans cette optique, le gouvernement dispose depuis février 2026 du système d'IA Publican, opérant déjà dans plus de 20 pays, afin de combattre la contrebande et la fraude maritime. Le vice-ministre des Finances avait déclaré en à l'occasion de l'annonce de ce dispositif que si 127 Md USD avaient été transférés hors du pays entre 2020 et 2025 selon les données des banques commerciales, seulement 52 Md USD avaient été déclarés.

Le gouvernement rejette 648 M EUR de créances irrégulières

[Le ministère des Finances du Ghana a présenté au Parlement les résultats de l'audit portant sur les arriérés de paiement de l'État](#). Sur un stock de 68,7 Md GHS (4,7 Md EUR) de passifs déclarés à fin 2024, l'exercice a conduit au rejet de 8,1 Md GHS (648 M EUR) pour irrégularités.

L'exercice de vérification, piloté par le Service d'audit du Ghana avec l'appui technique des cabinets internationaux EY et PwC, visait à authentifier les certificats de paiement intermédiaires (IPCs), les

factures et les avis de virement bancaire (BTAs) soumis par les fournisseurs et entrepreneurs.

Sur le total audité, 45,4 Md GHS (3,1 Md EUR) ont été validés comme dettes légitimes, 8,1 Md GHS (648 M EUR) ont été formellement rejetés en raison de doublons, de surfacturations, de documents falsifiés ou de paiements déjà effectués et 13,3 Md GHS (917 M EUR) demeurent sous examen, en attente de compléments d'information.

Mise en place d'un paiement plancher initial de 70% pour les baux de terres publiques

Les demandeurs de baux sur des terres publiques devront désormais verser au moins 70% de la valeur marchande estimée en amont, conformément aux réformes introduites par le ministère des Terres et des Ressources naturelles. Les 30% restants de la valeur du terrain seront versés sous forme de loyer pendant toute la durée du bail. Ce nouveau système s'inscrit dans un ensemble plus large de réformes de l'administration des terres publiques, visant à accroître les recettes de l'État et à éviter les disparités de prix observées par le passé.

Parmi ces réformes figure la révision du formulaire « 5 » de demande de terrain public, qui constituera désormais le document unique et obligatoire pour toutes les transactions foncières publiques à l'échelle nationale. Les valeurs foncières seront également normalisées à l'échelle nationale et publiées sur le site web de la Commission foncière afin d'orienter l'évaluation des primes foncières et d'éliminer toute fixation discrétionnaire des prix. Enfin, un groupe de travail pour la protection des terres publiques sera prochainement mis en place afin de prévenir les empiètements sur les terres domaniales.

La mise en place de ces réformes s'accompagne de la levée immédiate de la suspension temporaire des transactions foncières publiques qui avait été ordonnée par le président Mahama le 10 janvier 2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr